DEPARTEMENT Loir et cher **CANTON** Romorantin-Lanthenay **COMMUNE** Romorantin-Lanthenay

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

ARRETE DU MAIRE

OBJET: Libertés Publiques et Pouvoirs de Police: Autres Actes Règlementaires Marché de Noël sous la Halle avec installation de Commerçants sur le parvis de la Halle

> Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122-24, L 2213-1 et L 2213-2;

Vu le code de la route ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié et complété, relatif à la signalisation

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – Livre I 6ème et 8ème parties ;

Vu la loi nº 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la demande de Monsieur Lopez, Président de l'Association des Commerçants de la Halle, domiciliée 13 rue du Tour de la Halle, 41200 Romorantin-Lanthenay, pour l'installation d'un Marché de Noël sous la Halle et l'installation de commerçants sur le parvis du devant de la Halle, le dimanche 15 décembre 2024;

Afin de préserver la sécurité publique ;

- ARRETE -

<u>Article 1</u>: Monsieur Lopez, Président de l'Association des Commerçants de la Halle, est autorisé à organiser un Marché de Noël sous la Halle avec installation de commerçants sur le parvis du devant de la Halle, le dimanche 15 décembre 2024 de 08h00 à 21h00 ;

Article 2: Tout arrêt ou stationnement d'un véhicule en infraction avec cette interdiction sera considéré comme gênant au sens de l'article R 417-10 du Code de la Route. Il pourra être procédé à la mise en fourrière immédiate des véhicules gênants par les autorités compétentes dans les conditions prévues par les articles R.325-12 et suivants du Code de la Route ;

Article 3: La signalisation est à la charge du demandeur et sous sa responsabilité;

Article 4: Monsieur Le Commandant de la Brigade de gendarmerie et tout agent de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté ;

Article 5: Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif d'Orléans dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou publication. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet https://www.telerecours.fr.

A ROMORANTIN-LANTHENAY, le 04 décembre 2024

Certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte

Publié ou notifié le

1 3 DEC. 2024

Date de mise en ligne sur le site internet : 1 7 DEC 2024

Par délégation du M Adipint. Philippe SEGUIN